

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes.....	VII
Avant-propos.....	XIII

ÉTUDES

La norme et l'exception. L'effectivité en péril du droit d'asile en Europe, par Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE	3
I. Impératif de responsabilité versus organisation de l'indifférence : quand l'externalisation des contrôles aux frontières extérieures permet d'ignorer le droit d'asile	11
II. Impératif de solidarité versus tentation de la défiance : quand la conception restrictive de la protection internationale permet d'abîmer le droit d'asile	20
Le Président du Parlement européen : un leader méconnu, par Olivier COSTA	33
I. Un processus de désignation controversé.....	35
II. Les fonctions du Président du Parlement européen	40
III. Quel type de leadership pour le Président du Parlement européen ?.....	44
Les infractions routières dans l'Union européenne : clignotant juridique de l'intégration européenne ?, par Patrick MEUNIER.....	53
I. Le contrôle jurisprudentiel « d'homologation » des règles véhiculées par l'Union	56
II. Les infractions routières : chicane ou accélérateur de l'intégration européenne ?.....	62

L'Union européenne et l'après-printemps arabe : quels enjeux stratégiques ?, par Jan WOUTERS, Sanderijn DUQUET et Hanne CUYCKENS	69
I. La stratégie de l'Union vis-à-vis des pays MENA et les révoltes arabes	71
II. Les réponses ciblées de l'Union vis-à-vis des soulèvements arabes.....	80
III. Les instruments de l'Union pour renforcer la coopération à plusieurs niveaux.....	92
IV. Fondements pour une stratégie plus compréhensive	100

ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL

Le respect de l'identité nationale : outil de préservation d'une diversité intrinsèque à l'Union, par Julie TEYSSEDE	107
I. Le respect de l'identité nationale : outil de préservation de l'existence politique des États	111
II. Le respect de l'identité nationale : outil de préservation d'un équilibre entre unité et diversité.....	117
La difficile conciliation de la différenciation et de la protection des droits fondamentaux en droit de l'Union européenne, par Sylvain THIERY.....	123
I. L'inopportune différenciation en matière de protection des droits fondamentaux	125
II. L'impraticable différenciation en matière de protection des droits fondamentaux	131
Le droit de l'Union européenne et les normes nationales de protection des droits fondamentaux. L'article 53 de la Charte ou la tension entre la primauté et la différenciation, par Nicolas CARIAT	141
I. L'arrêt <i>Melloni</i> : un arrêt inaugural dont la portée doit être relativisée.....	143
II. Le pluralisme au temps de la Charte : les hypothèses de compatibilité d'une approche nationale différenciée avec le droit de l'Union.....	147

Opt-out du Royaume-Uni et justice pénale à géométrie variable : quelles conséquences ?, par Giulia CAVALLONE.....	159
I. Les conséquences d'une justice pénale « à la carte » au sein de l'espace judiciaire européen.....	161
II. Les conséquences de l' <i>opt-out</i> sur l'adhésion au projet commun européen.....	167
Quelle cohérence pour la différenciation en droit de la coopération judiciaire en matière civile ?, par Ludovic PAILLER	171
I. L'incohérence du recours à la différenciation	173
II. La recherche d'une cohérence dans la différenciation	182
L'Union bancaire : l'efficacité de la différenciation économique en question, par Pauline CORRE-DUMOULIN	191
I. L'Union bancaire ou l'exacerbation du modèle d'intégration différenciée ..	194
II. L'Union bancaire ou la complexification poussée du modèle fonctionnaliste d'intégration.....	198
La fiscalité européenne sur la voie des coopérations renforcées ?, par Flora SICARD	203
I. La possibilité attendue d'une coopération renforcée en matière fiscale	209
II. La faisabilité délicate d'une coopération renforcée en matière fiscale	214
III. L'opportunité controversée d'une coopération renforcée en matière fiscale..	220
Le brevet européen à effet unitaire : la fin de quarante ans de débats ?, par Tania RACHO	227
I. Une bonne idée : la réalisation d'une réglementation relative aux brevets grâce à la coopération renforcée	230
II. L'insuffisance de la coopération renforcée : une fausse bonne idée	235

CHRONIQUES**Parlement européen,**

sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI, avec la contribution
de Cristina CONTARTESE, Ioana PELIN-RADUCU et Martin PETSCHKO.....245

I. Vie institutionnelle.....	245
A. Fonctionnement des institutions	245
B. Élections européennes de mai 2014	248
C. Citoyens et droits fondamentaux	249
II. Exercice des pouvoirs du Parlement européen	251
A. L'Union bancaire.....	251
B. L'action extérieure de l'Union européenne.....	258
C. Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne	281
D. Activités législatives du Parlement européen	283
E. Activités budgétaires du Parlement européen.....	292

Conseil européen et Conseil de l'Union européenne,

sous la responsabilité de Rostane MEHDI

I. L'implacable montée en puissance du Conseil européen	298
A. La formulation de directives à l'égard des institutions de l'Union et des États membres	298
B. L'élargissement de l'Union et de la zone euro.....	300
C. Le premier débat thématique sur la défense européenne depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne	300
II. Trois exemples de pilotage des politiques nationales par les Conseils en 2013	301
A. Le pilotage des politiques sociales.....	301
B. Le pilotage des politiques industrielles	304
C. Le pilotage des politiques fiscales	305
III. Droits fondamentaux, valeurs de l'Union et PESC	306
A. Droits fondamentaux et valeurs à l'interne	307
B. La promotion des droits fondamentaux et des valeurs au plan externe.....	311
C. La gestion des crises internationales	315

Contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne, par Brunessen BERTRAND	319
I. Les clarifications jurisprudentielles sur les nouvelles dispositions en matière contentieuse.....	321
A. L'interprétation des nouvelles notions de l'article 263 alinéa 4 TFUE	321
B. Les éclairages sur le raisonnement du juge dans le réexamen.....	328
II. Le perfectionnement de l'efficacité des voies de droit traditionnelles	331
A. Le renforcement du dialogue des juges dans le cadre préjudiciel.....	332
B. L'efficacité accrue du recours en manquement par les sanctions pécuniaires.....	334
 Droits fondamentaux, par l'Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH, université Montpellier I, EA 3976), sous la direction de Romain TINIERE, en collaboration avec Christophe MAUBERNARD et Claire VIAL.....	339
I. L'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme.....	339
II. L'application contentieuse de la Charte des droits fondamentaux de l'Union	345
A. Le champ d'application de la Charte des droits fondamentaux	345
B. La conciliation	346
III. Le droit d'asile	349
IV. Le mandat d'arrêt européen, la coopération pénale et les droits fondamentaux.....	354
 Citoyenneté, par Myriam BENLOLO-CARABOT, Anastasia ILIOPOULOU-PENOT et Sophie ROBIN-OLIVIER.....	361
I. « Privation de la jouissance effective » des droits du citoyen, applicabilité de la Charte des droits fondamentaux : les arrêts <i>Ymeraga et Alokpa</i>	361
II. Situation purement interne : l'arrêt <i>Libert</i>	365
III. Résidences concomitantes et cumul de prestations sociales : l'arrêt <i>Wencel</i>	367

IV. Le droit à l'éducation des enfants des travailleurs migrants : panne de croissance ?	369
V. Le droit à la protection juridictionnelle effective face aux atteintes à la libre circulation des citoyens de l'Union justifiées par des mesures de sécurité publique	374
VI. Exigence de « liens réels », mobilité des étudiants et travailleurs frontaliers	378
A. <i>Prinz et Seeberger, Thiele Meneses et Elrick</i>	378
B. <i>Giersch</i>	380
Espace de liberté, de sécurité et de justice, sous la responsabilité de Henri LABAYLE, avec la participation de A. DA FONSECA, G. BACHOUÉ-PEDROUZO, P. BERTHELET, L. DUMONT, A. GARBAY, M. GARCIA, H. LABAYLE, J. PETIN, S. PEYROU, M. POELEMANS, F. SANCHEZ-RODRIGUEZ et C. SAUMAGNE.....	383
I. Les politiques communes.....	383
A. La politique commune de contrôle aux frontières.....	383
B. La politique commune d'asile	388
C. La politique commune d'immigration.....	405
II. La coopération judiciaire en matière civile.....	409
A. L'actualité législative en matière de coopération judiciaire civile	409
B. Les apports jurisprudentiels en matière de coopération judiciaire civile.....	410
III. La coopération judiciaire pénale	416
A. Le renforcement de la lutte contre les atteintes aux intérêts financiers de l'Union européenne.....	416
B. Les garanties procédurales	424
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	428
A. La sécurité intérieure de l'Union européenne	428
B. La protection des données à caractère personnel	440

Droit international privé de l'Union européenne, sous la responsabilité de Louis D'AVOUT avec Patrick KINSCH Jean-Sébastien QUEQUINER, Sixto SANCHEZ-LORENZO, Marc-Philippe WELLER et Michael WILDERSPIN	447
I. Questions générales	448
A. L'exécution automatique des décisions dans l'Union et sa compatibilité à la Convention européenne des droits de l'homme	448
B. Le régime linguistique des relations internationales de droit privé.....	454
C. La « clause d'exception » et les débuts d'interprétation du droit européen des conflits lois	459
II. Relations civiles ou commerciales	464
A. Droit applicable	464
B. Contentieux transfrontière	471
III. Statut personnel et relations familiales	488
A. Règlement Bruxelles II bis : la Cour suprême anglaise passe à la loupe la jurisprudence de la Cour de justice.....	488
B. La résidence habituelle	489
C. L'articulation entre l'article 11 du règlement Bruxelles II bis et la convention de 1980	490
D. La jurisprudence nationale	492
 Politique européenne de sécurité et de défense 2012-2013, par Catherine SCHNEIDER	 497
I. Une approche par grands domaines de la PESC	497
A. 2012-2013 : année stratégique pour la relance de la PSDC.....	498
B. Un bilan contrasté des missions et opérations de gestion de crises	504
C. L'activité de l'Union dans le domaine de l'armement et du désarmement.....	520
II. Une approche institutionnelle.....	524
A. Le Parlement et la Cour, acteurs de la PESC	524
B. Les débats autour de la réforme du SEAE et des représentants spéciaux.....	533

Droit d'établissement et libre prestation de services, par Denis MARTIN.....	543
I. La situation interne : le traité protège-t-il mieux les nationaux sédentaires que ceux qui ont exercé leur liberté de circulation ?.....	543
II. Qu'est-ce qu'une entrave ? Un concept modulable à l'infini.....	549
III. La proportionnalité, un principe à géométrie très variable.....	553
IV. Divers	558
 Droit des pratiques anticoncurrentielles, par Anne-Sophie CHONÉ-GRIMALDI	563
I. Caractérisation des pratiques anticoncurrentielles	565
A. L'auteur d'une pratique anticoncurrentielle	565
B. Les éléments constitutifs des pratiques anticoncurrentielles.....	566
II. Mise en œuvre du droit des pratiques anticoncurrentielles.....	576
A. L'action publique.....	576
B. L'action civile	581
 Propriété intellectuelle, par Célia ZOLYNSKI	585
I. La consécration tant attendue du brevet à effet unitaire	585
A. Une consécration fastidieuse	585
B. La complexité du mécanisme mis en place	588
II. Le programme « des licences pour l'Europe » : une incitation discutable au dialogue entre les parties prenantes en matière de droit d'auteur et droits voisins	590
 Contrats publics, par Anémone CARTIER-BRESSON et Delphine DERO-BUGNY	595
I. Actualité législative.....	595
A. Révision de l'accord sur les marchés publics.....	595
B. Facturation et passation électronique des marchés publics.....	596
C. Procédure d'adoption des directives relatives aux marchés publics et concessions.....	597

II. Actualité jurisprudentielle.....	597
A. Champ d'application de la directive 2004/18.....	597
B. Passation des contrats publics.....	606
C. Directive recours	613
Politique agricole commune, par Marc BLANQUET.....	617
I. Cadre général de la PAC.....	617
A. Le cadre stratégique.....	617
B. Le cadre géographique	627
C. Le cadre financier.....	629
II. Mesures relatives aux marchés agricoles.....	631
A. Aperçu sectoriel.....	631
B. Mécanismes de marché	633
C. Gouvernance économique de la production agricole.....	635
D. Gouvernance sociale de la PAC	637
III. Dimension territoriale	638
A. Mesures de développement rural.....	638
B. Insularité et ultrapériphéricité	638
IV. « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire.....	642
A. Qualité des produits agricoles.....	642
B. Biodiversité	647
C. Santé et bien-être animal.....	647
D. Sécurité alimentaire	650
Transports, par Vincent CORREIA, Loïc GRARD et Sébastien MARTIN	653
I. Transports terrestres.....	655
A. Les arrêts en manquement en matière ferroviaire	655
B. La précision apportée quant à l'application du règlement relatif aux services publics.....	658
II. Transports aériens.....	659
A. Le marché intérieur du transport aérien	659
B. L'Europe dans les relations aériennes internationales.....	669

III. Transports maritimes	676
A. Droit de la concurrence : une application sans « passe-droit »	677
B. Protection de l'environnement : législation sur le démantèlement « propre » et le recyclage des navires	679
C. Sécurité : avancées notables en faveur de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM)	680
D. Conditions de travail des gens de mer : donner effet au « code international du travail maritime »	681
Protection de l'environnement, par Ludwig KRÄMER	683
I. Planification	683
A. Le 7 ^e programme d'action environnementale	683
B. Changement climatique	684
C. LIFE	684
D. Pollution de l'air	685
E. Réseaux transeuropéens d'énergie et de transport	686
II. Questions horizontales	687
A. Accès à l'information	687
B. Évaluation d'impact	687
C. Prévention d'accidents	689
III. Secteurs	690
A. Biodiversité	690
B. Produits	693
C. Installations	695
D. Protection de l'eau	696
E. Pollution de l'air	698
F. Déchets	702
IV. Intégration des exigences en matière d'environnement dans les autres politiques	705
A. Énergie	705
B. Transport	706

Énergie, par Claire VIAL et Vincent BOUHIER	709
I. Le fonctionnement du marché intérieur	711
A. Un marché concurrentiel	712
B. Un marché interconnecté.....	718
II. La protection de l'environnement	721
A. Promotion de l'efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables.....	722
B. Réduction des émissions de gaz à effet de serre	726
III. La coopération internationale	732
 Santé publique, par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON	 735
I. Les aspects législatifs	735
A. Poursuite du processus législatif en vue de l'adoption du troisième programme d'action pour la santé publique	735
B. Les priorités du programme de travail de 2013.....	737
C. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme pluri-annuel en 2013.....	738
II. Les aspects contentieux	748
A. Motif de santé publique et liberté de circulation.....	748
B. Le contentieux pharmaceutique.....	749
C. Notion d'allégation de santé	751
 Questions sociales, par Sylvie HENNION	 753
I. La protection sociale de la mobilité.....	755
A. La charge déraisonnable d'un citoyen de l'Union européenne	755
B. La charge raisonnable de la circulation des travailleurs.....	760

II. Contrats de travail transfrontaliers.....	765
A. La langue de rédaction du contrat transfrontalier doit permettre un consentement libre et éclairé : CJUE, Grande chambre, 16 avril 2013, <i>Las</i> , aff. C-202/11.....	765
B. La protection adéquate du travailleur ne conduit pas nécessairement à l'application de la loi la plus favorable : CJUE, 12 septembre 2013, <i>Schlecker</i> , aff. C-64/12	766
C. Situation purement interne. Divergences d'interprétation future. Non prise en compte des contributions versées à l'employeur dans le cadre d'un plan d'épargne pour l'évaluation du respect du salaire minimum en cas de détachement de travailleurs : CJUE, 7 novembre 2013, <i>Isbir</i> , aff. C-55/12.....	769
III. Conditions de travail.....	770
A. Égalité de traitement	770
B. Insolvabilité de l'employeur	773
IV. Statut des organismes de sécurité sociale	774
 Politique de cohésion économique, sociale et territoriale, par Stéphane DE LA ROSA.....	 777
I. L'adoption d'un nouveau paquet législatif.....	777
A. La structure du nouveau paquet législatif.....	778
B. Une redéfinition des conditions d'allocation des Fonds structurels ..	782
C. La généralisation d'exigences de conditionnalité	785
II. L'actualité contentieuse de la politique de cohésion	787
A. L'attribution des Fonds et le respect des règles européennes de commande publique.....	787
B. L'articulation de la procédure en manquement et de l'adoption d'une correction financière	791
C. Une clarification des obligations procédurales de la Commission dans le contentieux des Fonds structurels	792

Droit fiscal de l'Union européenne, par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE.....	795
I. L'intégration négative des droits fiscaux nationaux	795
A. La prohibition des restrictions fiscales à la liberté de circulation des marchandises	795
B. La prohibition des restrictions fiscales à la liberté de circulation des personnes, des services et des capitaux	797
C. La prohibition des aides d'État fiscales sous forme fiscale incompatibles avec les exigences du marché intérieur	809
II. L'intégration positive des droits fiscaux nationaux.....	815
A. L'harmonisation fiscale.....	816
B. L'élimination des doubles impositions	832
C. La coopération fiscale	833
 Union économique et monétaire, par Francesco MARTUCCI.....	 837
I. Intégration monétaire.....	837
A. La politique monétaire.....	838
B. Les autres missions	844
II. Gouvernance économique.....	849
A. Les règles de discipline budgétaire applicables à l'euro 28	849
B. Le <i>Two Pack</i>	853
C. L'assistance financière	858
III. Stabilité financière	860
A. L'Union bancaire.....	861
B. Le cadre financier renforcé.....	867
 CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE, sous la responsabilité de Fabrice PICOD.....	 871
I. Recueil de textes et codes	871
II. Traités et manuels.....	872
III. Monographies	883
IV. Thèses.....	896
V. Ouvrages collectifs.....	907

VI. Ouvrages à caractère pédagogique	932
VII. Mélanges.....	936
REVUE DES REVUES, sous la responsabilité de Fabrice PICOD.....	939
I. Traités constitutifs et nouveaux traités	942
II. Droit institutionnel.....	942
III. Droits nationaux et droits européens.....	954
IV. Droits fondamentaux	966
V. Citoyenneté européenne.....	973
VI. Contentieux	974
VII. Relations extérieures	979
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice	981
IX. Libertés de circulation	985
X. Fiscalité et douanes.....	990
XI. Concurrence.....	999
XII. Actions et politiques communes.....	1004
XIII. Propriété intellectuelle.....	1013
XIV. Droit international privé européen.....	1017
Index des noms de personnes.....	1025
Index thématique.....	1033
Index de jurisprudence.....	1045